

[Traduction]

### LE TARIF-MARCHANDISES

LES MARITIMES—L'AJOURNEMENT DES  
MAJORATIONS PROPOSÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Charles H. Thomas (Moncton):** Monsieur l'Orateur, je voulais poser ma question au ministre des Transports qui, d'après le tableau de présence mis à jour, est censé être ici aujourd'hui. Je ne sais où il est, mais puisqu'il est absent, je répète la question que j'ai posée le 21 novembre au ministre d'État, qui a dit alors qu'il la tiendrait pour préavis.

Le ministre pourrait-il maintenant répondre à la question suivante: Que fera-t-on pour prévenir le blocage du tarif-marchandises des provinces atlantiques, qui doit expirer en mars 1969? Le ministre peut-il répondre à cette question?

**L'hon. James Richardson (ministre d'État):** Non, monsieur l'Orateur, mais je transmettrai la question au ministre des Transports.

**M. Thomas (Moncton):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Quand le ministre rattrapera ce ministre insaisissable, voudrait-il aussi...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Si le député a une question supplémentaire à poser, qu'il la pose.

**M. Thomas (Moncton):** Monsieur l'Orateur, voici ma question supplémentaire au ministre d'État. En même temps, pourrait-il essayer d'obtenir une réponse à ma question du 31 octobre, à propos de ce qu'on fait pour prévenir la mise à pied concertée de la police de sécurité du National-Canadien dans la région de l'Atlantique?

**L'hon. M. Richardson:** Oui, monsieur l'Orateur.

### LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

LES NORMES DE SÉCURITÉ POUR LES PNEUS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Barry Mather (Surrey):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question relative aux transports et j'aimerais la poser au ministre associé ou au ministre d'État. Selon certaines dépêches on aurait fait subir aux États-Unis des épreuves de sécurité à des pneus qui se sont révélés défectueux. Comme certains de ces pneus sont importés au Canada, j'aimerais savoir où nous en sommes à ce sujet. Disposons-nous d'un organisme chargé de vérifier la sécurité des pneus et retire-t-on du marché les pneus qui, à l'analyse, sont défectueux?

[L'hon. M. Marchand.]

**M. l'Orateur:** Le député devrait faire inscrire cette question au *Feuilleton*.

**M. Mather:** A dix heures.

[Français]

### RADIO-CANADA

QUÉBEC—A PROPOS DU TEMPS ACCORDÉ  
AUX PARTIS POLITIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. André Fortin (Lotbinière):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Dernièrement, je lui demandais si le rapport, qu'il avait promis de déposer, relativement à l'emploi et à la distribution du temps accordé par la Société Radio-Canada aux mouvements politiques, apolitiques ou autres, était prêt, et il me répondait qu'il ne savait pas de quoi je parlais. Maintenant qu'il le sait, je voudrais lui demander s'il a encore l'intention de promettre une telle étude de la politique que Radio-Canada a dans ce domaine particulier, et ce avant que les représentants de la Société Radio-Canada viennent témoigner devant le comité parlementaire de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, tel qu'annoncé?

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** Monsieur l'Orateur, au contraire, je crois que l'honorable député prétend savoir que je sais, mais, apparemment, il ne sait pas que je ne le sais pas, parce que j'ai essayé de retrouver, dans le hansom, —et en cela, j'ai eu quelque assistance—une phrase de ma part qui aurait pu lui laisser croire qu'un rapport serait déposé à la Chambre à ce sujet, et je n'ai rien trouvé de semblable.

Par ailleurs, lorsque la question a été soulevée, je me souviens avoir répondu au député que les faits qui inspiraient cette question n'étaient pas clairs, que l'on ne pourrait y répondre que lorsqu'il aurait expliqué les faits qui avaient inspiré la question, et je m'aperçois que cela a été fait au cours du débat sur la motion d'ajournement, alors que j'étais malheureusement absent de la Chambre et du Canada. La Société Radio-Canada préfère comparaître devant le comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, car c'est une question complexe qu'elle aimerait être capable d'expliquer, de discuter et de débattre avec les honorables députés qui font partie du comité.

**M. Fortin:** Monsieur l'Orateur, je ne sais pas si le secrétaire d'État sait que vous ne savez pas qu'il ne sait pas, mais on n'arrive à rien avec ces questions-là.

Je voudrais poser ma question de nouveau, puisqu'il n'y répond pas, et lui demander s'il